



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL
COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Trente et unième réunion du Comité d'experts

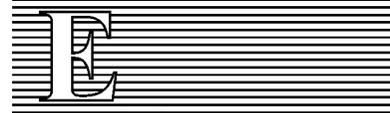


COMMISSION DE L'UNION
AFRICAINNE

Septième réunion du Comité d'experts

Réunion du Comité d'experts de la cinquième réunion annuelle conjointe de la Conférence des ministres de l'économie et des finances de l'Union africaine et de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la Commission économique pour l'Afrique

Addis-Abeba (Éthiopie)
22-25 mars 2012



Distr. : GÉNÉRALE

E/ECA/COE/31/2
AU/CAMEF/EXP/2(VII)
23 février 2012

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

Vue d'ensemble de la situation économique et sociale en Afrique en 2011

Sigles et abréviations

APD	Aide publique au développement
BAD	Banque africaine de développement
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CUA	Commission de l'Union africaine
IDE	investissement direct étranger
FMI	Fonds monétaire international
OIT	Organisation internationale du Travail
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMS	Organisation mondiale de la santé
PIB	Produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
UA	Union africaine
VIH/sida	virus de l'immunodéficience humaine/syndrome d'immunodéficience acquise

A. Introduction

1. Après avoir vivement rebondi en 2010, la croissance de l'Afrique a ralenti en 2011, l'activité économique ayant subi une contraction importante en Afrique du Nord du fait de l'instabilité politique et des effets indirects de la crise économique persistante dans les pays développés. Cependant, de nombreux pays africains ont enregistré une croissance forte et soutenue, appuyée par la hausse des prix des produits de base et de la demande à l'exportation ainsi que par une demande intérieure vigoureuse. La croissance de l'Afrique devrait se poursuivre à moyen terme et la production globale du continent devrait se redresser fortement en 2012.

2. En ce qui concerne l'économie mondiale, les efforts se poursuivent en vue de stimuler durablement la reprise après la crise économique et financière de 2007-2009. La croissance a nettement faibli au niveau mondial en 2011. Dans les économies avancées, elle a baissé à la suite d'une chute de la confiance sous l'effet combiné de la faiblesse de la croissance aux États-Unis et de la montée de la dette souveraine et des crises du secteur financier dans la zone euro. En revanche, les économies émergentes et en développement ont enregistré des résultats relativement bons, bien que faibles par rapport à ceux d'avant la crise. La plupart des pays ont vu leur activité économique ralentir du fait de leur exposition à des chocs négatifs tels que l'accroissement des incertitudes et des facteurs de vulnérabilité en raison de la dégradation de l'environnement extérieur, la hausse des pressions inflationnistes, l'augmentation des inégalités de revenus et l'aggravation des tensions sociales. La persistance de la crise de la dette souveraine dans la zone euro constitue actuellement le risque le plus grave pour les perspectives économiques mondiales.

3. Les économies africaines ne sont pas à l'abri de la détérioration de l'environnement économique mondial et pourraient être frappées sur plusieurs fronts, notamment par le biais des échanges commerciaux et des flux de capitaux. L'Afrique est néanmoins prête à affronter les risques et les incertitudes liés à la crise de la dette dans la zone euro. Depuis plus d'une décennie, le continent a développé les sources internes de croissance et a renforcé les échanges commerciaux entre pays africains et avec les économies à forte croissance d'Asie et d'Amérique latine au détriment de l'Europe, ce qui devrait contribuer à atténuer l'impact sur sa croissance d'une baisse éventuelle des échanges avec la zone euro et des flux financiers en provenance de cette zone.

4. Les progrès vers la réalisation des objectifs de l'Afrique en matière de développement social et humain restent lents malgré une décennie de croissance économique impressionnante. Les indicateurs sociaux et humains se sont légèrement améliorés, mais le chômage, en particulier chez les jeunes, est resté obstinément élevé et les inégalités de revenu se sont creusées. La pauvreté n'a pas diminué dans les mêmes proportions. Cette absence de lien entre la croissance et l'amélioration des conditions de vie exige que des décisions soient prises sur de nombreux fronts, en particulier pour accélérer la transformation économique dans les secteurs clés offrant les meilleures perspectives d'emploi tels que l'agriculture, les services et les industries de transformation. Des progrès louables ont cependant été enregistrés en ce qui concerne l'éducation et l'autonomisation des femmes. Les résultats en matière de santé se sont aussi améliorés.

B. Faits nouveaux marquants dans l'économie mondiale et incidences pour l'Afrique

5. La croissance économique mondiale a ralenti en 2011 du fait de l'aggravation des risques et des incertitudes liés à la crise de la dette souveraine dans la zone euro. Le transfert des actifs toxiques des comptes privés aux comptes publics dans les grands pays développés, après la récente crise financière mondiale, n'a pas relancé comme prévu le système financier mondial, mais a au contraire fragilisé les finances publiques de ces pays et provoqué de nouvelles turbulences financières mondiales qui se sont accompagnées d'un recul de la confiance des consommateurs et

des entreprises. En plus des mesures d'austérité budgétaire qui ont été prises, des réformes structurelles ont été réalisées dans les pays en crise de la zone euro afin d'améliorer la compétitivité économique et de créer de la croissance. La crise de la dette souveraine dans cette zone reste le principal facteur de risque pour l'économie mondiale en 2012. L'aggravation de l'inégalité des revenus et la persistance des déséquilibres macroéconomiques mondiaux représentent également des menaces importantes à moyen terme pour l'économie mondiale et une coordination plus étroite des politiques, en particulier entre les grandes économies développées, est nécessaire pour y faire face.

6. Le taux de croissance de l'économie mondiale (2,8% en 2011, contre 4% en 2010) traduit le ralentissement considérable de la croissance des économies développées (2,7% en 2010, contre 1,3% en 2011). La persistance d'un chômage élevé et l'incertitude économique accrue ont réduit la confiance des consommateurs et des entreprises et freiné la reprise de la demande intérieure dans ces pays. Bien que les pays émergents et les pays en développement aient enregistré des résultats relativement bons, leurs activités économiques ont montré des signes de fléchissement. Par exemple, le taux de croissance des économies en développement a été de 6% en 2011, contre 7,5% en 2010.

7. Le ralentissement de l'économie mondiale a aggravé la crise de l'emploi dans le monde entier, en dépit du fait que les États ont redoublé d'efforts pour créer des emplois grâce à diverses mesures. Dans le monde développé, en particulier dans la zone euro, le taux de chômage est resté supérieur à 9% pendant la plus grande partie de l'année 2011 (BIT, 2011b). Avec un taux de chômage de 12,6%, les jeunes sont le groupe le plus durement touché, (BIT, 2011c).

8. Les cours mondiaux des produits de base sont restés élevés en 2011, principalement en raison de la demande forte et soutenue des économies émergentes, bien que la tendance ait commencé à s'inverser au deuxième semestre. Les cours du pétrole en particulier ont été poussés à la hausse par les troubles politiques survenus au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, qui ont gravement perturbé les livraisons de pétrole de la région. En 2012, l'assouplissement de l'offre et la réduction de la demande due à l'affaiblissement des activités économiques mondiales devraient avoir un effet modérateur sur les cours mondiaux des produits de base. Néanmoins, la faiblesse générale des taux d'intérêt et les inquiétudes quant à la croissance pourraient inciter les investisseurs mondiaux à se tourner vers les marchés des produits de base pour éviter les risques et essayer d'obtenir des rendements plus élevés, accroissant ainsi la volatilité des cours de ces produits.

9. L'inflation a légèrement augmenté en 2011, aussi bien dans les pays développés que dans les pays en développement, mais elle devrait reculer en 2012. Cette augmentation s'explique par les cours élevés et en hausse des produits alimentaires et des combustibles dans le monde ainsi que par la faiblesse générale des taux d'intérêt résultant des mesures d'assouplissement de la politique monétaire dans les grands pays développés, mesures que l'on s'attend à voir maintenues en 2012 et à court terme par les gouvernements comme moyen de stimuler la demande privée.

10. Le commerce mondial a continué à se redresser en 2011, mais à un rythme plus lent qu'en 2010. On a enregistré une augmentation des échanges commerciaux intrarégionaux ainsi que des échanges entre pays en développement, alimentée par l'accroissement de la demande observé dans les économies émergentes ces dernières années. Les perspectives du commerce mondial en 2012 sont obscurcies par l'affaiblissement des perspectives mondiales de croissance économique, qui freine la demande dans les économies développées. Les taux de chômage étant élevés à travers le monde, le renforcement du protectionnisme risque de devenir le principal obstacle au commerce mondial en 2012. La structure des échanges entre les principaux pays et régions du monde a assuré dans une large mesure la stabilité des balances des paiements courants en 2011. Les États-Unis ont

continué d'enregistrer un énorme déficit vis-à-vis de la Chine, la balance de la zone euro était à peu près équilibrée et le Japon a vu son excédent se réduire.

11. Les flux mondiaux de capitaux se sont ressentis de l'aversion accrue pour le risque en 2011. Les flux mondiaux d'investissement direct étranger (IDE) ont continué à se redresser en 2011, mais à un rythme plus lent qu'en 2010, traduisant ainsi l'affaiblissement des perspectives de croissance mondiale et l'aversion accrue des investisseurs pour le risque. L'accroissement des incertitudes et des facteurs de vulnérabilité au sein de l'économie mondiale est de nature à empêcher une forte reprise des flux mondiaux d'IDE en 2012 et à court terme. On compte que les économies en développement et les économies émergentes renforceront leurs avantages en tant que destinataires. Les secteurs de haute technologie dans les économies émergentes sont susceptibles d'attirer plus d'IDE. En revanche, les envois de fonds à l'échelle mondiale ont fortement repris en 2011, se rapprochant des niveaux d'avant la crise, mais l'aide publique au développement (APD), qui avait augmenté en 2010, a progressé à un rythme beaucoup plus lent en 2011, en raison de l'affaiblissement des perspectives de croissance et des mesures d'assainissement des finances publiques dans de nombreux pays donateurs, et cette situation devrait se maintenir à moyen terme.

12. Dans l'ensemble, la détérioration de la conjoncture économique mondiale est susceptible d'avoir un impact négatif sur les perspectives de croissance de l'Afrique en 2012. La baisse de la demande de produits de base dans les économies développées et la diminution des flux de capitaux à destination du continent vont frapper durement les budgets des États et entraîner une réduction des investissements publics dans les secteurs qui sont essentiels pour libérer les capacités productives. Du fait de la volatilité accrue des cours mondiaux des produits de base, en particulier alimentaires, qui risque de se manifester, les pays africains se trouveront confrontés à des défis supplémentaires, par exemple la résurgence du problème de la sécurité alimentaire. La faiblesse des taux d'intérêt mondiaux est susceptible de faire augmenter les investissements étrangers directs en Afrique, mais elle peut aussi attiser l'inflation dans les pays africains.

13. L'assainissement des finances publiques en cours dans les économies développées pourrait conduire à une baisse importante de l'aide publique au développement offerte à l'Afrique. En outre, les pays africains dont la situation budgétaire est fragile devront peut-être faire face à une augmentation des coûts financiers sur les marchés financiers mondiaux lorsque les investisseurs réexamineront la crédibilité financière des économies mondiales. Indépendamment de ces effets sur les échanges commerciaux et les flux de capitaux, le resserrement du crédit et le manque de liquidité des marchés en raison d'une aggravation possible de la crise de la dette dans la zone euro peuvent entraîner une réduction de l'effet de levier et une contagion préjudiciables au secteur bancaire en Afrique. La volatilité des monnaies de certains pays intégrés à l'économie mondiale, tels que l'Afrique du Sud et les pays d'Afrique du Nord, est susceptible d'augmenter.

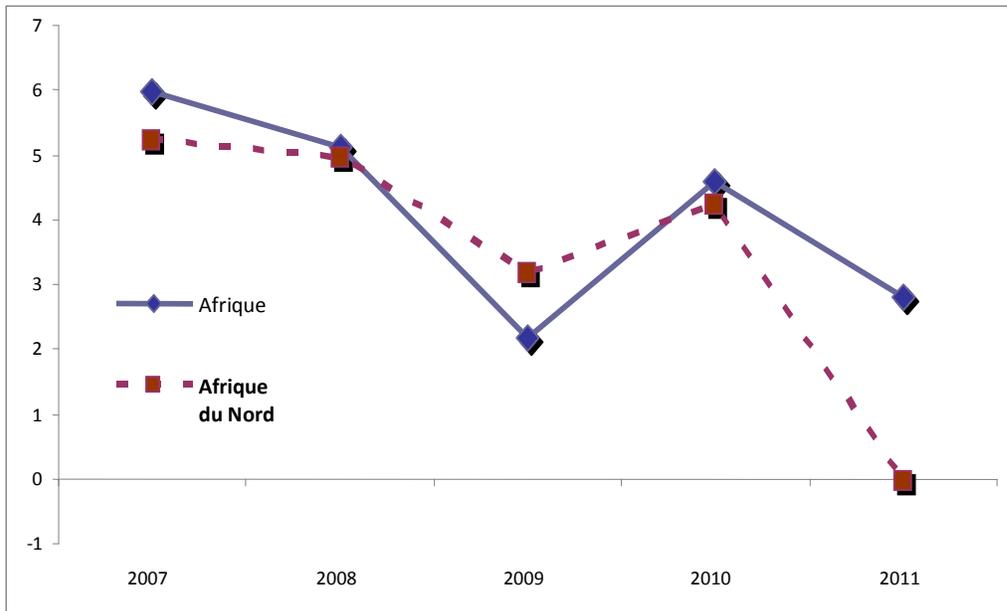
C. La performance économique en Afrique en 2011

Affaiblissement de la reprise économique dans un contexte de troubles sociaux et politiques

14. La croissance économique de l'Afrique s'est nettement ralentie en 2011, principalement en raison de l'instabilité politique en Afrique du Nord et de la persistance du marasme économique dans les pays développés, s'établissant à 2,7%, contre près de 5% en 2010 (figure 1). Ce taux est aussi bien inférieur à celui observé avant les crises financières et économiques mondiales de la période 2007-2009.

15. L'intensité et la persistance de la crise sociale et politique en Afrique du Nord ont fortement augmenté l'aversion des investisseurs pour le risque, ce qui a entraîné une baisse des entrées de capitaux et de l'investissement privé. La production et les exportations de pétrole – qui sont vitales pour l'Afrique du Nord – ont également été gravement perturbées (notamment en Libye), et le tourisme s'est effondré brutalement (FMI, 2011a). En conséquence, le taux de croissance de l'Afrique du Nord a été nul en 2011, alors qu'il s'était établi à 4,2% en 2010, et il a reculé de 22% en Libye et de 0,6% en Tunisie.

Figure 1: Croissance du PIB réel de l'Afrique, 2007-2012 (%): l'Afrique du Nord a entraîné vers le bas la croissance économique de l'Afrique



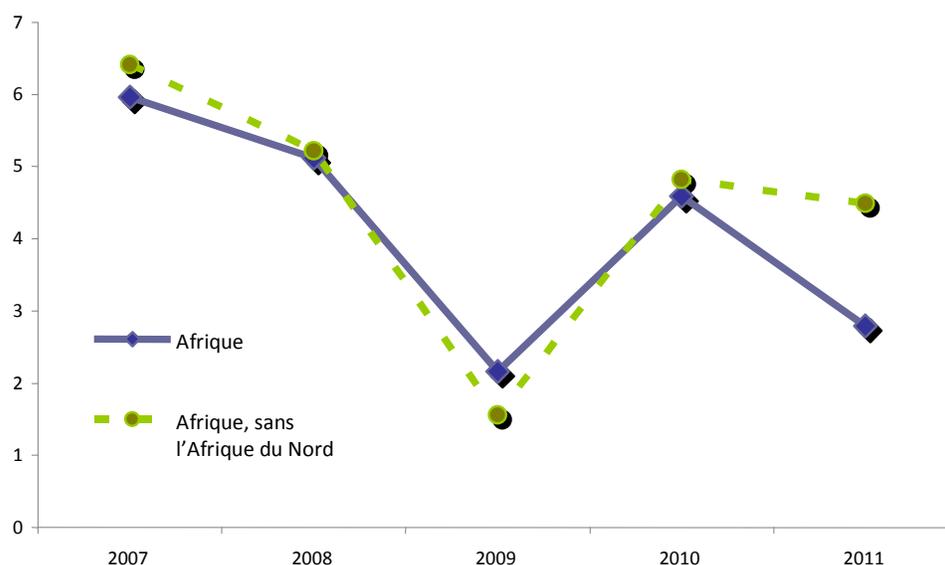
Source: Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (2011a)

De nombreuses économies africaines ont enregistré une croissance forte et soutenue

16. En dehors de l'Afrique du Nord, cependant, l'activité économique a été soutenue et s'est traduite par un solide taux de croissance (4,5%) en 2011 (figure 2), confirmant ainsi la reprise de 4,8% enregistrée en 2010. L'augmentation du PIB réel par habitant (Afrique du Nord non comprise) a été de 2,2%, chiffre qui est proche des 2,5% enregistrés en 2010 (tableau 1).

17. La croissance hors d'Afrique du Nord a été due dans une large mesure à l'augmentation des recettes tirées des exportations de produits de base, qui a résulté de la hausse des cours sur les marchés internationaux et de l'accroissement de la demande, en particulier sur les marchés émergents d'Asie (FMI, 2011b). L'amélioration des termes de l'échange et l'augmentation des recettes d'exportation ont permis à de nombreux pays africains exportateurs de produits de base de se constituer d'importantes réserves de change. Plusieurs pays ont également continué à diversifier leur production destinée à l'exportation en renforçant les capacités locales de transformation et de création de valeur ajoutée, ce qui les a aidés à trouver de nouveaux débouchés pour écouler des produits à forte valeur ajoutée sur les marchés émergents à croissance rapide en Asie de l'Est et en Amérique latine (FMI, 2011b).

Figure 2: Croissance économique de l'Afrique, 2007-2011 (variation du PIB réel, %)



Source: Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (2011a)

18. Comme les années précédentes, la demande intérieure a soutenu la croissance dans de nombreux pays africains et est en passe de devenir aussi importante que les marchés d'exportation dans certains d'entre eux. Cette hausse de la demande intérieure est due à une augmentation des financements publics consacrés à de grands projets d'infrastructure, qui ont également contribué à dynamiser les capacités productives de l'Afrique – en particulier dans l'agriculture. La croissance a également bénéficié de l'augmentation des IDE induite par l'amélioration de la gestion économique et du climat des affaires. La progression des revenus et de l'urbanisation se traduit aussi par une augmentation de la consommation intérieure, qui devient ainsi une importante source de croissance.

La hausse des cours des produits de base et la sécheresse ont eu une incidence négative dans certains pays

19. Le fait que les cours actuels des produits de base sont élevés et continuent d'augmenter est une bonne chose pour les pays africains qui en sont exportateurs, mais pas pour les autres, qui ont pâti en particulier de la hausse des prix des produits alimentaires et des combustibles, et dont la balance des paiements s'en est fortement ressentie. L'envol des prix des produits alimentaires et des combustibles a durement frappé les ménages à faible revenu (en particulier dans les villes), ce qui a aggravé les tensions sociales et provoqué des émeutes alimentaires dans certains pays.

20. La sécheresse qui a frappé certaines régions du continent – le Tchad, le Niger et les pays de la Corne de l'Afrique (notamment la Somalie) – a entraîné une réduction de la production agricole et exposé de ce fait les ménages ruraux pauvres à la famine.

Les chiffres de la croissance ont été inégaux d'un pays à l'autre

21. Comme les années précédentes, la croissance en 2011 a été très inégale selon les pays et les groupes de pays (tableau 1). Pour la première fois en cinq ans, les pays africains exportateurs de pétrole ont enregistré une croissance inférieure à celle des pays importateurs, leur taux passant de 5,1% en 2010 à 1,5% en 2011, malgré les gains d'exportation exceptionnels résultant de la hausse

des cours mondiaux du pétrole. Ce ralentissement est imputable à l'instabilité politique dans les pays riches en pétrole d'Afrique du Nord, en particulier en Libye.

Tableau 1: Taux de croissance économique en Afrique, par groupe de pays (%): 2007-2011)

	Taux de croissance du PIB réel (%)			Taux de croissance du PIB réel par habitant (%)		
	2009	2010	2011	2009	2010	2011
Afrique	2,2	4,6	2,7	0	2,4	0,7
Afrique, sans l'Afrique du Nord	1,6	4,8	4,5	-0,7	2,5	2,2
Afrique du Nord	3,2	4,2	0	1,4	2,4	-1,5
Afrique de l'Ouest	4,6	6,9	5,6	2	4,3	3,1
Afrique centrale	1,8	4,7	4,2	-0,8	2,6	1,8
Afrique de l'Est	3,8	5,8	5,8	1,2	3,1	3,2
Afrique australe	-0,8	3,2	3,5	-2,5	1,6	1,7
Pays exportateurs de pétrole	3,3	5,1	1,5	1,2	3	-0,5
Pays importateurs de pétrole	0,9	4	4,2	-1,2	1,8	2,1
Pays riches en minerais	-0,5	3,8	4,1	-2,7	1,6	1,8
Pays pauvres en minerais et en pétrole	4,1	4,5	4,5	1,7	2,1	2,3

Source: Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (2011a, b)¹

22. La croissance économique dans les pays importateurs de pétrole a augmenté, du fait notamment d'une forte demande intérieure, d'une envolée des investissements publics et d'un accroissement de la production agricole. Elle est passée de 4% en 2010 à 4,2% en 2011, renforçant ainsi la reprise après la récession induite par la crise financière mondiale.

23. La croissance a également été inégale d'une région à l'autre en 2011. Malgré la sécheresse et la famine, la plupart des pays d'Afrique de l'Est ont continué à croître plus rapidement que ceux des autres sous-régions. L'Afrique de l'Est a enregistré une croissance de 5,8% en 2011 et de près de 6% en 2010, ces taux élevés étant principalement attribuables à l'Érythrée (17,2%), à l'Éthiopie (7,4%), au Rwanda (7,2%), à la République-Unie de Tanzanie (6,4%), à l'Ouganda (5,6%) et à Djibouti (4,6%). Dans la plupart de ces pays, l'activité économique a été stimulée par des dépenses publiques d'infrastructure soutenues (Éthiopie et République-Unie de Tanzanie), l'accroissement de la production minière (République-Unie de Tanzanie), le renforcement de l'IDE dans le secteur de l'énergie (Ouganda) et l'augmentation de la production agricole (Éthiopie).

24. En Afrique de l'Ouest, à l'inverse, l'activité économique a légèrement ralenti en 2011 en raison de la contraction économique en Côte d'Ivoire. La croissance de la sous-région a chuté, passant de 6,9% à 5,6%, du fait de la contraction de 0,4% de l'économie de ce pays, en raison des violences post-électorales et de l'effondrement des exportations et du secteur financier. La baisse de la production pétrolière du Nigéria y a également contribué. Ces facteurs ont cependant été largement contrebalancés par l'accélération de la croissance au Ghana (12,2%), favorisée par la

¹ Le PIB réel par habitant est pondéré par le chiffre de population de chaque pays.

reprise de l'exploitation commerciale du pétrole. L'agriculture, les mines et les services ont également enregistré une forte croissance en 2011.

25. L'activité économique de *l'Afrique centrale* est restée assez robuste, bien que la croissance de la production ait fléchi (4,2% en 2011 contre 5,2% en 2010). La croissance a été favorisée par un ensemble de facteurs, dont les investissements publics considérables dans l'infrastructure, la robuste performance des services et l'augmentation des exportations de bois. Cette performance globale masque la médiocre performance du Tchad, qui a vu sa production de pétrole baisser en raison de conflits du travail dans le secteur du pétrole, et les envois de fonds diminuer du fait que de nombreux Tchadiens travaillant en Libye ont perdu leur emploi quand le conflit a éclaté.

26. En *Afrique australe*, la production a augmenté de 3,8% en 2011, contre 3,5% en 2010, avec des variations considérables dans la sous-région. L'Afrique du Sud, devenue plus vulnérable aux chocs externes en raison de son intégration plus poussée aux marchés mondiaux, s'est redressée plutôt lentement, n'enregistrant qu'une croissance de 3,1% en 2011, contre 2,8% en 2010. Sa croissance a été dopée par la reprise des dépenses de consommation, qui ont elles-mêmes augmenté en raison du crédit bon marché et de la faible inflation. Les perspectives d'une reprise rapide de l'investissement privé et des dépenses de consommation ont été compromises par la faiblesse de la croissance mondiale, tandis que les préoccupations suscitées par le chômage persistant ont eu pour effet de réduire la marge de manœuvre budgétaire, les autorités publiques s'efforçant d'accroître l'intensité de travail de la croissance économique au moyen de programmes de relance.

27. De nombreux autres pays de la sous-région ont enregistré une forte croissance. Le Botswana, le Mozambique et la Zambie ont affiché une croissance de plus de 6%, en raison de l'augmentation de la production minière et de la demande mondiale de minerais (ainsi que d'une récolte exceptionnelle en Zambie). La croissance en Angola et au Zimbabwe a dépassé 4%, favorisée par l'augmentation de la production et des investissements dans le secteur pétrolier (Angola) et une amélioration du climat politique et économique (Zimbabwe). Seul le Swaziland a fait exception: sa production n'a augmenté que de 2,5% en 2011, contre 2% en 2010, en raison des coupes sévères opérées dans les dépenses privées et publiques afin de faire face à la grave crise budgétaire.

28. La performance de *l'Afrique du Nord* a été médiocre par rapport à celle d'autres sous-régions, l'activité économique pâtissant des luttes politiques et sociales qui ont éclaté dans un certain nombre de pays. La production a stagné en 2011, après avoir augmenté de 4,2% en 2010. C'est en Libye que la contraction a été la plus marquée, avec un effondrement de 22 % de l'activité économique, à la suite des perturbations de la production de pétrole et des exportations d'hydrocarbures. La croissance de l'Égypte est tombée à 1,3% (contre 5,1% en 2010) et la production de la Tunisie s'est contractée de 0,3%. Les perturbations dans le secteur du tourisme – source majeure de devises et d'emplois – ont été très graves dans ces deux pays.

Les niveaux élevés de chômage restent un motif de préoccupation

29. Malgré la croissance forte et soutenue qu'ont enregistrée la plupart des pays africains, le chômage reste élevé, en particulier chez les jeunes. L'Afrique du Nord semble la plus touchée, enregistrant un taux de chômage estimé à 9,8% en 2011, contre 7,9% pour le reste de l'Afrique (OIT, 2011a). Ces chiffres sous-estiment toutefois la gravité de la crise de l'emploi, les femmes étant deux fois plus touchées par le chômage que les hommes (15% contre 7,8%). Qui plus est, les personnes employées occupent, dans leur grande majorité, un emploi précaire, essentiellement dans des activités informelles de faible productivité. La faible productivité de ces microentreprises compromet leur capacité de créer des emplois décents et de réduire le sous-emploi.

30. Ces niveaux élevés de chômage s'expliquent en partie par le fait que, ces derniers temps, la croissance a été tirée par les industries extractives à forte intensité capitaliste (mines et prospection pétrolière). Ces activités ont également des liens en aval et en amont limités avec le reste de l'économie. Les pays africains ont donc besoin de diversifier leurs sources de croissance en développant les secteurs favorisant les pauvres s'ils veulent réduire les taux de chômage et de pauvreté élevés.

31. Les enquêtes effectuées auprès des ménages indiquent toutefois que les niveaux de vie moyens des ménages relativement pauvres dans certaines des économies à croissance rapide ont fortement augmenté depuis le début de l'an 2000 (FMI, 2011b). C'est dans les pays où la croissance de la production a été la plus rapide que la situation sociale des 25% des ménages les plus pauvres s'est le plus améliorée. Cette amélioration s'explique dans une large mesure par le fait que le rythme et l'ampleur de la croissance de l'emploi agricole ont été différents d'un pays à l'autre, ce qui à son tour a entraîné une consommation accrue des ménages pauvres. Ce fait montre l'importance qu'il y a à investir dans la productivité agricole.

Les pressions inflationnistes ont augmenté en 2011

32. L'inflation s'est accélérée dans pratiquement tout le continent en 2011 et constitue un nouveau défi macroéconomique. Sur l'ensemble du continent, l'inflation des prix à la consommation, alimentée initialement par la flambée des prix des produits alimentaires et des combustibles, a atteint 8,4% en 2011, contre 7,7% en 2010. Dans la Corne de l'Afrique, une grave sécheresse a contribué à une augmentation encore beaucoup plus forte des prix, essentiellement des produits alimentaires. En Éthiopie par exemple, l'inflation a atteint presque 40%, et en Guinée et en Ouganda, elle a été d'environ 20%. L'inflation des produits non alimentaires a également augmenté dans certains pays: une dizaine d'entre eux ont une inflation des produits non alimentaires supérieure à 10%, notamment l'Éthiopie, l'Ouganda et la Guinée (FMI, 2011b). Dans d'autres pays comme le Ghana, le Malawi, le Rwanda et la Zambie, de bonnes récoltes ont permis de maintenir l'inflation à un niveau faible, et l'inflation globale est restée à un chiffre.

La politique économique est restée favorable à la croissance

33. La politique économique sur le continent est restée dans une large mesure favorable à la croissance. Dans la plupart des pays africains, la politique monétaire, jusque là accommodante, est devenue neutre en 2011 quand les banques centrales ont eu la difficile tâche de contenir l'inflation importée tout en soutenant la reprise. Ce n'est que dans quelques pays qu'il y a eu un resserrement progressif de la politique monétaire, et même dans ce cas, cela n'a pas été fait de façon décisive. Dans la plupart des cas, les instruments de politique (tels que les taux d'intérêt) ont été maintenus au niveau auquel ils avaient été abaissés durant la crise mondiale.

34. Les deux banques centrales de la zone CFA², par exemple, ont maintenu les taux d'intérêt à un niveau faible en 2011 malgré les mesures de resserrement de la politique monétaire prises par la Banque centrale européenne au début de l'année. De même, la South African Reserve Bank (Banque centrale d'Afrique du Sud) a maintenu sa politique de taux d'intérêt faibles pendant la plus grande partie de 2011. Les exceptions notables ont été le Nigéria et les pays d'Afrique de l'Est (Kenya, Rwanda et Ouganda), où les taux d'intérêt ont été relevés à plusieurs reprises afin de contenir les tensions inflationnistes. Pour 2012, les autorités monétaires de l'Afrique de l'Est ont décidé de resserrer la politique monétaire afin de contenir les pressions inflationnistes persistantes.

² Communauté financière africaine.

35. Toutefois, il est encore trop tôt pour dire si le resserrement de la politique monétaire est le moyen d'intervention le plus indiqué pour contenir l'inflation et stimuler la croissance. De nombreux pays vont très probablement maintenir une politique monétaire accommodante, étant donné qu'une reprise mondiale robuste ne va probablement pas se matérialiser de sitôt – et ne se matérialisera pas tant que la crise de la dette souveraine dans la zone euro n'aura pas été résolue de façon définitive.

36. La politique budgétaire est également restée favorable en 2011, la plupart des pays s'étant efforcés de stimuler la croissance en augmentant les dépenses d'infrastructure et de protection sociale – par exemple en subventionnant les prix et en fournissant des services – afin de protéger les pauvres de la crise économique. La tenue d'élections dans une vingtaine de pays a également eu pour effet de stimuler les dépenses publiques en 2011. En conséquence, le déficit budgétaire global de l'Afrique s'est creusé, atteignant 4,4% du PIB en 2011, contre 3,7% en 2010. En Afrique du Nord, certaines dépenses publiques ont été augmentées afin d'assurer la stabilité sociale par le biais de subventions aux prix.

Amélioration de la position des paiements extérieurs

37. La balance des paiements globale de l'Afrique s'est légèrement améliorée en 2011 grâce à l'augmentation des exportations de produits de base. La balance des comptes courants est devenue légèrement excédentaire (0,8% du PIB) après avoir accusé un léger déficit du même ordre en 2010. Au sein des groupes de pays, les résultats ont cependant été divers, notamment entre les pays exportateurs de pétrole et les pays importateurs de pétrole. Les excédents extérieurs ont augmenté dans la plupart des pays exportateurs de pétrole et de minerais, tandis que les déficits des comptes courants des pays importateurs de pétrole se sont accrus. L'amélioration de la balance courante des pays exportateurs leur a permis de se constituer des réserves de change et de réduire leur dépendance à l'égard de l'APD pour le financement du déficit des comptes courants. Cependant, l'APD est restée importante pour plusieurs pays accusant des déficits plus larges.

Les flux de capitaux sont restés stables

38. Les entrées de capitaux sont restées stables en 2011. Les flux d'APD vers l'Afrique ont encore stagné en 2011, en partie du fait des mauvaises perspectives de croissance et des difficultés budgétaires que de nombreux pays donateurs ont connues. Les flux d'assistance humanitaire ont également diminué, avant d'augmenter dans la dernière partie de 2011, en réponse à la grave sécheresse et à la famine qui ont sévi dans la Corne de l'Afrique. Les flux de ressources au titre de l'allègement de la dette, par contre, ont continué à augmenter en 2011.

39. Les apports d'IDE à l'Afrique en 2011 sont estimés à 52,4 milliards de dollars, chiffre qui est proche de celui de 2010. En 2012, ils devraient atteindre, selon les projections, 55 milliards de dollars (EIU, 2011a)³. Bien que la plupart des investissements étrangers directs continuent d'aller aux industries extractives, on constate qu'ils se diversifient (BAD *et al*, 2011), du point de vue tant de leur origine que de leur destination. Cependant, les investissements de portefeuille ont été généralement faibles, car ils ont été tirés vers le bas par le recul des marchés boursiers africains (25% durant la première moitié de 2011) consécutif à la transition politique en Égypte et en Tunisie, où se trouvent deux des marchés boursiers les plus importants d'Afrique.

³ Des données concernant l'IDE ne sont disponibles que pour 38 pays.

D. Tendances récentes en matière de développement social en Afrique en 2011

40. Les progrès accomplis par le continent dans la mise en œuvre des programmes de prestations sociales ont été accélérés et les tendances en matière de développement social et humain ont été généralement positives, bien qu'inégales, entre pays africains mais évoluent trop lentement pour permettre de réaliser les objectifs de développement convenus sur le plan international, notamment les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Le continent a réalisé de solides progrès en ce qui concerne l'accroissement de la scolarisation dans le primaire (y compris l'égalité entre les sexes), la réduction de la prévalence du VIH/sida et la baisse du taux de mortalité des moins de cinq ans. Mais les progrès en ce qui concerne les indicateurs de santé ont en général été limités ; l'assainissement ne s'est amélioré que légèrement et il est peu probable que les taux de pauvreté soient réduits de moitié d'ici 2015 (par rapport à 2000) dans bon nombre de pays. Toutefois, les progrès accomplis dans un contexte mondial marqué par le ralentissement économique attestent la résilience de l'Afrique et sa volonté d'améliorer le bien-être de ses populations.

Modestes progrès en matière de réduction de la pauvreté

41. Les efforts visant à réduire la pauvreté n'ont pas donné de résultats satisfaisants malgré les taux de croissance positifs obtenus par l'Afrique ces dernières années. Seule l'Afrique du Nord a enregistré une baisse louable de la pauvreté. La proportion de personnes en Afrique centrale, de l'Est, australe et de l'Ouest vivant avec moins de 1,25 dollar par jours a diminué durant la période 1990-2005, mais seulement de 58% à 51%. Sur la base des tendances récentes et des prévisions en matière de croissance, il est peu probable que l'Afrique arrive à réduire de moitié la pauvreté extrême d'ici 2015 (ONU, 2011b).

42. En effet, environ trois travailleurs sur cinq en Afrique subsaharienne sont pauvres. Bien que la situation se soit améliorée entre 1999 et 2003, la proportion reste constante à 58% depuis 2008. L'Afrique du Nord elle aussi a connu un tassement de la part des travailleurs pauvres depuis 2008, mais à de meilleurs niveaux.

43. La part des travailleurs pauvres dans l'emploi total s'est stabilisée à environ 16% en 2008 et en 2009 (tableau 2). La proportion relativement élevée de travailleurs pauvres en Afrique est liée à la précarité de leurs emplois – trois travailleurs sur quatre occupent un emploi vulnérable. Et bien que ces emplois aient diminué en Afrique subsaharienne durant la période 2000-2009 (de 79,5% à 75,8%), les chiffres restent très élevés et posent de sérieux défis aux gouvernements africains.

Tableau 2 : Les travailleurs pauvres en Afrique

	(millions)				(% de l'emploi total)			
	1999	2003	2008	2009	1999	2003	2008	2009
Afrique du Nord	10,5	11,1	10,5	10,7	21,4	20,2	16,2	16,1
<i>Afrique, sans l'Afrique du Nord</i>	<i>147,5</i>	<i>156,2</i>	<i>170,2</i>	<i>174,6</i>	<i>66,9</i>	<i>63,0</i>	<i>58,5</i>	<i>58,5</i>

Source: OIT (2011a).

Les fortes inégalités entravent les efforts déployés pour réduire la pauvreté

44. En Afrique, les fortes inégalités en matière de revenus et d'accès aux biens entravent les efforts déployés pour réduire la pauvreté et ont contribué à la faible élasticité de la pauvreté par rapport à la croissance. L'élasticité de la pauvreté par rapport aux inégalités est particulièrement forte (4,8) en Afrique du Nord, donnant à penser qu'un accroissement de 1% de l'inégalité accroît la pauvreté de presque 5% (voir tableau 3). Une telle inégalité, couplée à l'absence de croissance

économique favorisant les pauvres ou profitant à tous, transparait dans les importantes disparités spatiales et entre groupes sur les plans de l'accès aux services sociaux et de leur utilisation.

45. C'est ainsi qu'en Afrique subsaharienne, un citoyen a 1,8 fois plus de chances qu'un habitant en zone rurale de disposer d'une source d'eau potable améliorée. En outre, les 20% les plus pauvres de la population dans les zones urbaines ont presque six fois plus de chances de devoir se contenter d'une source d'eau potable non améliorée que les 20% les plus riches. Dans les zones urbaines, les ménages les plus pauvres ont 12 fois moins de chances que les riches d'avoir l'eau courante (CEA, 2009).

Tableau 3 : Élasticité de la pauvreté par rapport à la croissance et à l'inégalité (1,25 dollar par jour en parité de pouvoir d'achat pour 2005)

Région/sous-région	Élasticité		Taux comparatif
	Croissance (1)	Inégalité (2)	Absolu (1)/(2)
Asie de l'Est et Pacifique	-2,47	3,49	0,71
Europe orientale et Asie occidentale	-4,22	6,85	5
Amérique latine et Caraïbes	-3,08	5	0,62
Moyen-Orient et Asie centrale	-2,75	3,91	0,70
Asie du Sud	-2,10	2,68	0,78
Afrique subsaharienne	-1,57	1,68	0,93
Afrique du Nord	-3,17	4,82	0,66
Afrique de l'Ouest	-1,80	2,02	0,89
Afrique centrale	-1,35	1,31	1,03
Afrique de l'Est	-1,40	1,32	1,06
Afrique australe	-1,65	2,18	0,76

Source: Fosu (2011).

La parité des sexes et le taux de scolarisation primaire sont en hausse mais la qualité de l'enseignement reste préoccupante

46. L'accès à un enseignement de grande qualité est essentiel pour accroître la productivité de la main-d'œuvre et accélérer la croissance économique, et l'Afrique a accompli de solides progrès pour ce qui est d'accélérer la scolarisation des filles comme des garçons, notamment dans le primaire. La plupart des pays africains ont réalisé la parité entre les sexes dans l'enseignement primaire, et au Malawi, au Rwanda, au Sénégal et au Togo par exemple, le nombre de filles dépasse celui des garçons.

47. Sur les 36 pays africains pour lesquels des données existent pour 2008/09, 16 ont réalisé des taux nets de scolarisation primaire supérieurs à 90%. Le taux d'accroissement a été excellent entre 1999 et 2009, la scolarisation dans le primaire ayant progressé de 18 points de pourcentage en Afrique centrale, en Afrique de l'Est, en Afrique australe et en Afrique de l'Ouest, contre 12 points de pourcentage en Asie du Sud. Au Bénin, au Burkina Faso et au Mozambique, le taux net de scolarisation a grimpé de 25 points de pourcentage entre 1999 et 2009 (ONU, 2011b), et en Éthiopie, le taux est passé de 50% en 1990 à 86,5% en 2010 (CEA et CUA, 2011).

48. Les taux d'achèvement des études primaires demeurent cependant trop faibles, ce qui est dû en partie à la médiocre qualité de l'enseignement et au fait que les investissements dans les établissements d'enseignement et dans la formation des enseignants ne sont pas proportionnels aux efforts faits pour accroître les inscriptions. Les taux d'inscription dans le secondaire et le supérieur restent à améliorer.

L'autonomisation des femmes ne se réalise que lentement

49. Les femmes occupent de plus en plus une place centrale dans le processus de développement de l'Afrique. L'Afrique subsaharienne a enregistré, au cours de la dernière décennie, une forte progression de la représentation des femmes dans les parlements, proportion qui est passée de 13% en 2000 à 20% en 2011. Quatre-vingts pour cent des pays africains (sur lesquels des données existent) ont augmenté cette proportion entre 1990 et 2010. Les trois pays ayant obtenu les meilleurs résultats en 2010 sont le Rwanda (56%), l'Afrique du Sud (45%) et le Mozambique (39%) (CEA *et al.*, 2011). Le Rwanda a enregistré des résultats particulièrement impressionnants et il peut servir d'exemple à d'autres pays africains : 38% des ministres, 35% des sénateurs, 56% des députés, 40% des gouverneurs et 36% des juges sont des femmes (The Africa Report, 2012).

50. En outre, la part des femmes salariées dans les secteurs non agricoles a légèrement augmenté, passant de 24% à 33% entre 1990 et 2009 (ONU, 2011b).

D'importantes mesures sont prises pour prévenir l'infection par le VIH/sida

51. Il est essentiel que l'Afrique s'attaque au fléau du VIH/sida, au paludisme et à d'autres maladies qui privent le continent de sa force de travail productive si elle veut réaliser son potentiel de croissance. Bien que l'Afrique subsaharienne soit la région du monde la plus touchée par le VIH⁴, le nombre de nouvelles infections a nettement baissé, passant de 2,2 millions en 2001 à 1,9 millions en 2010. La pandémie demeure la plus grave en Afrique australe, où l'on a recensé presque de la moitié des décès dus aux maladies liées au sida en 2010 ; sa prévalence est moindre en Afrique du Nord. L'intensification des campagnes de sensibilisation sur le changement de comportement et la promotion et l'utilisation des préservatifs ainsi que des traitements antirétroviraux ont permis de réduire le nombre de nouvelles infections et les décès liés au sida.

Progrès dans le traitement du paludisme

52. Le nombre estimatif de cas de paludisme dans le monde a diminué, passant de 233 millions en 2000 à 225 millions en 2009 (OIT, 2010). Depuis l'an 2000, 11 pays en Afrique ont enregistré des réductions de plus de moitié du nombre de cas confirmés de paludisme (et /ou du nombre déclaré d'hospitalisations pour paludisme) et de décès (ONU, 2011b)⁵. Les raisons probables sont notamment l'utilisation accrue de moustiquaires imprégnées d'insecticide, notamment dans les régions rurales ; l'amélioration des tests diagnostiques et de la surveillance et l'accès accru aux médicaments antipaludiques. Collectivement, ces mesures ont permis de sauver environ 1,1 million de vies en Afrique au cours des dix dernières années. Le paludisme demeure toutefois une cause première de mortalité et de morbidité en Afrique : sur le nombre estimatif de décès dus au paludisme dans le monde en 2011, 91% sont survenus en Afrique et les enfants de moins de cinq ans constituent 86% de ce groupe (OMS, 2011).

La mortalité infantile et maternelle a reculé mais reste trop élevée

53. L'Afrique compte certains des taux de mortalité des moins de cinq ans et de mortalité maternelle les plus élevés du monde, mais ces taux ont baissé modestement au cours des dernières années. Seulement deux pays en Afrique – l'Égypte et la Tunisie – sont parvenus à réduire la

⁴ L'Afrique, à l'exclusion de l'Afrique du Nord, représente environ 68 % des personnes vivant avec le VIH/sida et 70 % des nouvelles infections à VIH.

⁵ Afrique du Sud, Algérie, Botswana, Cap-Vert, Érythrée, Madagascar, Namibie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Swaziland et Zambie.

mortalité infantile des deux-tiers depuis 1990. En Afrique subsaharienne, le taux de mortalité des moins de cinq ans a diminué, passant de 174 pour 1 000 naissances vivantes à 121 entre 1990 et 2009. Mieux, le taux moyen de réduction de la mortalité des moins de cinq ans est passé de 1,2% pour la période 1990-2000 à 2,4% dans la période 2000-2010.

54. Se chiffrant à 620 décès pour 100 000 naissances vivantes en 2008, le taux de mortalité maternelle en Afrique subsaharienne est non seulement l'un des plus élevés au monde mais ne diminue que très lentement par rapport à d'autres régions (OMS, 2011). Sur les pays de l'Afrique subsaharienne au sujet desquels des données sont disponibles pour 2008, 24 ont enregistré un taux supérieur à 500 décès pour 100 000 naissances vivantes.⁶ Les progrès ont été plus rapides en Afrique du Nord, où on a enregistré une baisse de 69% entre 1990 et 2010 contre une baisse de 1% dans le reste de l'Afrique. Le succès de l'Afrique du Nord s'explique par la forte augmentation du nombre d'accouchements assistés par un personnel médical qualifié (ONU, 2011b).

55. Afin de réduire les taux de mortalité maternelle élevés, les dirigeants africains ont, en 2009, lancé la Campagne de l'Union africaine (UA) pour accélérer la réduction de la mortalité maternelle en Afrique, qui se déroule actuellement dans plus de 34 pays. Son succès sera essentiel pour améliorer la santé et l'espérance de vie des femmes enceintes en Afrique.

Les moyens de relever les défis

Une approche intégrée

56. Pour réaliser les OMD d'ici 2015, il faudra une approche intégrée qui prenne en compte la relation mutuelle entre le développement social et le développement humain. En concentrant les efforts sur les interventions les plus efficaces pour améliorer d'autres indicateurs sociaux et humains, les décideurs peuvent accroître l'impact sur le développement des maigres ressources humaines et financières disponibles.

57. Les preuves empiriques de la relation entre ces indicateurs abondent. Ainsi, plusieurs études ont montré l'impact de l'éducation des filles sur les taux de mortalité infantile et la malnutrition (Summers, 1994; Murthi, Guro et Drèze 1995; Drèze et Murthi, 2001). En utilisant des micro-données, Summers (1994) signale que la différence entre les taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans dont les mères ont été scolarisées pendant plus de sept ans et ceux dont les mères ne l'ont pas été du tout se situe entre 80 et 120 pour 100 000.

58. L'amélioration de l'éducation des filles réduit également la dénutrition, qui est étroitement liée à la mortalité infantile. Smith et Haddad (1999) par exemple, montrent qu'un accroissement d'un point de pourcentage de l'inscription des filles dans le secondaire réduit la proportion d'enfants en situation d'insuffisance pondérale de 0,17 point de pourcentage. Klasen et Lamanna (2003) aboutissent aux mêmes conclusions en ce qui concerne l'impact de l'éducation des femmes sur la malnutrition infantile.

⁶ Angola, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo, Guinée-Bissau, Kenya, Lesotho, Malawi, Libéria, Mali, Mauritanie, Mozambique, Niger, Nigéria, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tchad et Zimbabwe.

Un accès égalitaire par le biais de la protection sociale

59. Des programmes de protection sociale financièrement viables qui permettent non seulement de compléter les revenus mais également de renforcer les capacités productives des groupes vulnérables sont un moyen de réduire l'inégalité des revenus tout en favorisant une croissance qui profite à tous.⁷ L'Afrique sub-saharienne ne consacre que 8,7% du PIB aux services sociaux, pourcentage le plus faible de toutes les régions du monde, et seulement 5,6% si l'on exclut les dépenses publiques de santé. Ce niveau faible de dépenses se traduit par une faible prestation de services sociaux aux groupes de populations négligés. Certaines études (telles que celles de l'OIT, 2010) ont montré que les pays où les investissements dans la sécurité sociale sont les plus élevés ont en général des taux de pauvreté faibles et un marché du travail informel peu développé.

60. L'expérience de l'Amérique latine en matière de transferts monétaires conditionnels montre l'impact que les programmes de protection sociale peuvent avoir sur les indicateurs du développement social et humain. Les programmes conditionnels du Brésil et du Mexique, par exemple, qui subordonnent le versement des allocations familiales à la scolarisation et à la vaccination des enfants, ont permis d'accroître considérablement les taux de scolarisation et d'améliorer les niveaux de nutrition des enfants.

61. Une étude que la CEA a faite en 2010 sur les programmes de protection sociale dans neuf pays africains a confirmé la contribution des instruments de protection sociale à la réalisation de six OMD (tableau 4). Tous les types d'intervention ont un fort impact sur la pauvreté et la plupart d'entre elles ont eu une forte incidence sur la santé des enfants. Les transferts monétaires, les programmes d'alimentation scolaire, les filets de sécurité productifs et les pensions non contributives sont les mesures qui contribuent le plus à la réalisation des OMD.

Tableau 4 : Impact des mesures de protection sociale sur les OMD 1 à 6

Mesure	OMD 1	OMD 2	OMD 3	OMD 4	OMD 5	OMD 6
Transferts monétaires	Élevé	Élevé	Moyen	Moyen	Faible	Moyen
Alimentation scolaire	Élevé	Élevé	Élevé	Élevé	Faible	Élevé
Travaux publics	Élevé	Faible	Faible	Moyen	Faible	Faible
Subventions agricoles	Élevé	Faible	Faible	Élevé	Faible	Moyen
Filets de sécurité productifs	Élevé	Élevé	Moyen	Moyen	Moyen	Moyen
Pensions non contributives	Élevé	Moyen	Moyen	Élevé	Élevé	Élevé

Source: CEA (2010).

62. Les mesures ayant le plus fort impact sont celles qui permettent de reconstituer les capacités de production des groupes vulnérables. Les transferts monétaires, par exemple, permettent de fournir une protection aux groupes les plus pauvres, aux familles ayant des enfants scolarisés, aux mères enceintes et aux personnes atteintes par le VIH/sida.

63. En Éthiopie, un programme de filets de sécurité productifs permet de soutenir les populations vulnérables tout en renforçant leurs capacités de production. Il comporte trois grands volets : travaux publics à forte intensité de main-d'œuvre pour la population active, transferts conditionnels pour les personnes très pauvres qui ne peuvent fournir un travail productif et transferts non conditionnels pour les personnes qui ne possèdent pas de biens (CEA, 2010).

⁷ La protection sociale peut se définir en gros comme « un ensemble de mesures destinées à soutenir les membres les plus pauvres et les plus vulnérables de la société et à aider les individus, les ménages et les communautés à mieux gérer les risques auxquels ils sont confrontés » (CEA *et al.*, 2011).

64. Pour être efficaces, les programmes de protection sociale doivent être bien ciblés, bénéficier d'un solide soutien politique, être bien coordonnés et ne pas dépendre outre mesure de financements extérieurs. Leur succès dépend aussi dans une large mesure des cadres institutionnels mis en place pour accroître la probabilité de financements prévisibles et suffisants, des orientations nationales et des dotations budgétaires, ainsi que d'une attention minutieuse à leur viabilité financière.

65. S'agissant de ce dernier point, les pays africains doivent pourvoir à une protection sociale viable en mobilisant efficacement les ressources intérieures, en réaffectant des ressources budgétaires et en ayant prudemment recours aux soutiens extérieurs. Quand un gouvernement adopte des instruments spécifiques de protection sociale (tels que les transferts monétaires) sans prendre des mesures complémentaires de soutien aux moyens de subsistance (telles que l'acquisition de compétences), il complique les efforts que font les gens pour s'extirper du piège de la pauvreté et compromet la viabilité financière.

66. Enfin, pour que la protection sociale vienne soutenir le développement social, les autorités devraient gérer les programmes de façon globale, en prenant en compte aussi bien les risques associés aux différents stades de la vie (tels que la petite enfance et la vieillesse) que les risques pesant sur les moyens de subsistance (tels que le chômage ou les chocs sur la production alimentaire). Ainsi gérés, les programmes contribuent généralement de manière optimale à la réalisation des OMD et d'autres indicateurs du développement humain (CEA, 2010).

E. Les perspectives pour l'Afrique : une croissance régulière à moyen terme

67. Les économies africaines vont continuer de croître au rythme actuel à moyen terme. La croissance devrait reprendre et se situer à 5,1% en 2012 et à 5,2% en 2013 (tableau 5), à la faveur d'une forte demande d'exportations, de la hausse des prix des produits de base et d'une demande intérieure robuste (favorisée par les dépenses publiques d'infrastructure).

68. La stabilité politique ayant été pratiquement rétablie, l'Afrique du Nord s'est engagée sur la voie de la reprise et devrait, selon les projections (voir tableau 5), afficher une croissance de 4,7% en 2012 et de 5,4% en 2013. La croissance en Afrique de l'Ouest devrait reprendre et atteindre 6,3% et 6,5% pendant ces deux années, et l'Afrique centrale devrait enregistrer une croissance de 4,7% en 2012 et de 3,7% en 2013. L'Afrique de l'Est devrait afficher une croissance légèrement supérieure, avec des taux de 6,3% en 2012 et de 5,8% en 2013. La croissance en Afrique australe devrait aussi être vigoureuse et atteindre 4,5% en 2012 et 4,2% en 2013.

69. Ces perspectives positives dépendent, en partie, de la situation de l'économie mondiale. Si les gouvernements des pays de la zone euro n'arrivent pas à résoudre la crise de la dette souveraine, cela aura évidemment des conséquences sur l'Afrique dans de nombreux domaines, et les économies émergentes – principaux moteurs des exportations de l'Afrique – sont exposées à des risques de surchauffe. Si la demande des produits de base de l'Afrique diminue, le secteur du commerce extérieur pourrait connaître une forte contraction, ce qui pourrait augmenter les besoins en matière de financement extérieur et réduire la marge de manœuvre budgétaire en raison de la baisse des recettes fiscales. Qui plus est, un ralentissement de l'économie mondiale frapperait le secteur des services de l'Afrique, le tourisme en particulier, et pourrait inverser les flux de capitaux à destination de l'Afrique, notamment l'APD, l'IDE et les envois de fonds, et perturber ainsi les marchés financiers en Afrique.

Tableau 5 : Taux de croissance: l'Afrique en passe de connaître une forte reprise à moyen terme

	2010	2011	Projections	
			2012	2013
Afrique	4,6	2,7	5,1	5,2
Afrique, sans l'Afrique du Nord	4,8	4,5	5,3	5,1
Afrique du Nord	4,2	0	4,7	5,4
Afrique de l'Ouest	6,9	5,6	6,3	6,5
Afrique centrale	5,2	4,2	4,7	3,7
Afrique de l'Est	5,8	5,8	6,3	5,8
Afrique australe	3,2	3,5	4,5	4,2
Pays exportateurs de pétrole	5,1	1,5	5,6	5,8
Pays importateurs de pétrole	4	4,2	4,5	4,5
Pays riches en ressources minérales	3,8	4,1	4,5	4,1
Pays non dotés de ressources minérales ou pétrolières	4,5	4,5	4,6	5,3

Source: Département des affaires économiques et sociales de l'ONU.

70. Il est probable que la reprise économique aura lieu dans un environnement caractérisé par une inflation en hausse, un chômage élevé et persistant et une vulnérabilité accrue de l'économie mondiale, ce qui compliquera la tâche aux dirigeants africains en 2012 et au-delà pour récolter et distribuer équitablement les fruits de la croissance, réduire le chômage et venir à bout de l'inflation persistante des prix des produits alimentaires.

71. Il s'agit là de problèmes difficiles et il faudra, pour les résoudre, recourir à un ensemble de mesures macroéconomiques, structurelles et sociales bien conçues qui tiennent compte de la situation de chaque pays et permettent de libérer le potentiel productif de l'Afrique.

F. Conclusion et questions à examiner

72. Bien que la croissance économique de l'Afrique se soit ralentie en 2011, de nombreux pays ont maintenu une croissance solide et les perspectives du continent pour 2012 demeurent positives. La croissance économique devrait tirer sa force de la poursuite de politiques budgétaires et monétaires favorables, de l'essor de la demande intérieure, de l'amélioration de la gestion économique et des cours élevés des produits de base. Toutefois, on s'attend à ce que la reprise économique de l'Afrique ait lieu dans un contexte marqué par une inflation en hausse, un chômage élevé et persistant et une vulnérabilité accrue de l'économie mondiale.

73. Le ralentissement de la croissance de l'économie mondiale a limité la marge d'action des économies africaines en 2011. Leurs ressources limitées ont été affectées à des domaines prioritaires pour le développement à long terme tels que l'infrastructure et l'éducation. Toutefois, l'aide financière extérieure a baissé, car les pays donateurs, en particulier ceux de la zone euro, ont mis en œuvre des mesures d'assainissement budgétaire. Cette situation met en évidence la nécessité pour les pays africains de prendre, afin d'augmenter la valeur ajoutée, de promouvoir la transformation structurelle et de réduire la vulnérabilité aux chocs extérieurs, des mesures consistant notamment à mobiliser davantage les ressources nationales, à améliorer la gestion économique, à mettre en valeur le capital humain, à promouvoir l'esprit d'entreprise, à investir dans

l'infrastructure et le transfert de technologies et à renforcer la mobilisation des ressources tant nationales qu'extérieures. Les pays africains devraient continuer à diversifier leur production ainsi que la base et les destinations de leurs exportations et élargir les partenariats économiques, notamment avec les nouveaux partenaires de développement, tout en renforçant l'intégration régionale, ainsi que le commerce et l'investissement intra-africains.

74. Pour mettre à profit son potentiel de croissance, l'Afrique doit absolument parvenir à développer les capacités productives de sa population, en particulier en investissant dans l'éducation et la santé. Nonobstant les progrès qui ont été accomplis concernant un certain nombre d'indicateurs sociaux, le rythme a été lent et les résultats varient considérablement entre les différents pays et à l'intérieur de ceux-ci. Il ressort du bilan actuel qu'il est nécessaire d'investir de façon ciblée dans la qualité de l'enseignement et l'accès aux services de santé, à l'eau et à l'assainissement. Toutefois, en s'attaquant à ses insuffisances, les décideurs doivent être soucieux et tenir explicitement compte des inégalités spatiales (par exemple entre les populations rurales et urbaines) verticales (entre les ménages aisés et les ménages à faible revenu) et horizontales (par exemple en fonction de l'ethnie ou du sexe) en matière d'accès aux services sociaux. De plus, la détérioration continue de l'environnement extérieur et ses incidences sur le financement du développement imposent aux pays africains d'utiliser les fonds de façon plus stratégique et plus judicieuse.

75. L'approche consistant à isoler le développement social doit être remplacée par une vision du développement qui reconnaisse le caractère indissociable des divers indicateurs sociaux et utilise cette information pour privilégier les mesures dont les effets positifs directs ou indirects sur d'autres indicateurs de développement sont les plus importants. Investir dans l'éducation des filles devrait être reconnu comme un investissement en faveur de la santé maternelle et infantile en raison de ses incidences positives considérables sur la santé des nourrissons et des enfants, les taux de vaccination, la nutrition de la famille et le niveau d'instruction de la génération suivante. Investir dans l'éducation des filles et des garçons peut être le moyen de prévention du VIH/sida le plus efficace. Pour améliorer rapidement les conditions humaines et sociales en Afrique, il est nécessaire d'évaluer les liens d'interdépendance entre les indicateurs sociaux et d'utiliser cette information pour la conception et la mise en œuvre des politiques.

Références

- BAD *et al.* (2011). *Perspectives économiques en Afrique 2011*. Paris : Publications de l'OCDE
- Deninger, K et Squire, L. (1998). New ways of looking at old issues: Inequality and growth. *Journal of Development Economics* vol. 57. No.2 (1998).
- Economic Intelligence Unit. (2011). *Online country data*. Consultable sur www.eiu.com. Consulté en novembre 2011.
- Fosu, A. Growth, inequality and poverty reduction in developing countries: recent global evidence. *WIDER Working Paper No. 2011/01*. Helsinki, Institut mondial de recherche sur l'économie du développement de l'Université des Nations Unies.
Consultable sur www.wider.unu.edu/publications/working-papers/2011/en_GB/wp2011-001.
- OIT (2010). *Rapport sur la sécurité sociale dans le monde 2010-2011 : assurer une couverture sociale en temps de crise et au-delà*. Genève.
- OIT (2010 a). *Tendances mondiales de l'emploi de 2011 : le défi d'une reprise de l'emploi*. Genève
- OIT (2000 b). *Global Trends; unemployment rate*. Genève : OIT.
- OIT (2011 c). *Rapport et conclusions de la douzième réunion régionale africaine*. Consultable sur http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/...ed_norm/...relconf/documents/meetingdocument/wcms_166929.pdf. Consulté en février 2012.
- FMI (2011a). *Perspectives économiques régionales-Moyen-Orient et Asie centrale* : Consultable sur <http://imf.org/external/french/pubs/ft/reo/2011/mcd/04/menap0411pf.pdf>
Consulté en février 2012.
- FMI (2011b). *Perspectives économiques régionales-Afrique subsaharienne* : maintenir la croissance. Octobre 2011.
Consultable sur <http://www.imf.org/external/french/pubs/ft/reo/2011/afr/sreo1011f.pdf>
- Klasen, S., & Lamanna, F. (2003). The impact of gender inequality in education and employment on economic growth in the Middle East and North Africa. *Mimeo*. Université de Göttingen.
- Drèze, M., et Murthi J. (2001). Fertility, education and development: evidence from India. *Population and Development Review*, vol 27, No. 1 (mars 2001).
- Murthi, M., Guio, A.-C. et Drèze, J. (1995). Mortality, fertility and gender bias in India : A District-level analysis. *Population and Development Review* vol 21, No. 4 (décembre 1995).
- Smith, L. et Haddad, L. (1999). Explaining Child Malnutrition in Developing Countries. *Research Report No 111*. Washington. Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, 2000.
- Summers, L. (1994). *Investing in All the People*. Washington : Banque mondiale.
- Africa in 2012. The Africa Report No. 36 (décembre 2011 - janvier 2012).

Nations Unies. (2011). *Rapport sur les Objectifs du Millénaire pour le développement 2011*, numéro de vente F. 11. 1. 10.

Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (2011a). Global Economic Outlook data. Disponible sur www.un.org/fr/development/desa/policy/proj_link/global_economic_outlook.shtml. Consulté en novembre 1011)

Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (2011b). World Population Prospects : The 2010 Revision. Consultable sur esa.un.org/unpd/wpp/Documentation/publications.htm. Consulté en février 2012.

CEA (2009). *Equal access to basic services in African LDC's: The need for coherent, inclusive and effective policy framework*, Addis-Abeba.

CEA (2010). La portée des filets de sécurité sociale et des régimes de protection sociale pour faire avancer les progrès en vue de la réalisation des OMD en Afrique, Addis-Abeba.

CEA et UA. (2011). *Rapport économique sur l'Afrique (2011) : Gérer le développement - le rôle de l'État dans la transformation économique*, numéro de vente F. 11.II K.1 ; CEA et al. (2011). *Évaluation des progrès accomplis en Afrique dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, Rapport OMD 2011*, Addis-Abeba.

OMS. Statistiques sanitaires mondiales (2011). Consultable sur www.who.int/whosis/whostat/2011/fr/index.html. Consulté en février 2012.